

# Table des matières

## PARTIE I - ART DE GUÉRIR

31 mai 1885. – ARRÊTÉ ROYAL approuvant les nouvelles instructions pour les médecins, pour les pharmaciens et pour les droguistes ( <i>Mon. 19 juin 1885</i> )	7
4 avril 1890. – LOI relative à l'enseignement et à l'exercice de la médecine vétérinaire ( <i>Mon. 16 avril 1890</i> )	11
25 février 1913. – LOI interdisant le commerce de la coque du Levant ( <i>Mon. 7 mars 1913</i> )	11
10 février 1920. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la vente des spécialités pharmaceutiques ( <i>Mon. 19 février 1920</i> )	12
24 février 1921. – LOI concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiants et psychotropes ( <i>Mon. 6 mars 1921</i> )	12
22 février 1998. – LOI portant des dispositions sociales ( <i>Mon. 3 mars 1998</i> )	13
6 mai 1922. – ARRÊTÉ ROYAL concernant la vente des désinfectants et des antiseptiques ( <i>Mon. 25 mai 1922</i> )	17
31 décembre 1930. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant les substances soporifiques et stupéfiants, et relatif à la réduction des risques et à l'avis thérapeutique ( <i>Mon. 10 janvier 1931</i> )	18
1 <sup>er</sup> juin 1934. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant l'exercice de l'art dentaire ( <i>Mon. 7 juin 1934</i> )	23
26 juin 1936. – CONVENTION pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles, signée à Genève ( <i>Mon. 5 octobre 1936</i> )	24
26 février 1940. – ARRÊTÉ-LOI autorisant le Ministre de la santé publique à ordonner le recensement mensuel des stocks de produits pharmaceutiques existant chez les grossistes, importateurs et producteurs ( <i>Mon. 10 mars 1940</i> )	25
6 février 1946. – ARRÊTÉ DU RÉGENT portant réglementation de la conservation et du débit des substances vénéneuses et toxiques ( <i>Mon. 18-19 février 1946</i> )	25
1 <sup>er</sup> mars 1948. – LOI portant suppression du diplôme de droguiste ( <i>Mon. 20 mars 1948</i> )	27
19 décembre 1950. – LOI créant l'Ordre des médecins vétérinaires ( <i>Mon. 14 janvier 1951</i> )	27
15 avril 1958. – LOI relative à la publicité en matière de soins dentaires ( <i>Mon. 5-6 mai 1958</i> )	30
19 janvier 1961. – LOI autorisant des personnes qui ne sont pas légalement qualifiées pour exercer l'art de guérir à accomplir certains actes médicaux dans des circonstances exceptionnelles ( <i>Mon. 31 juillet 1961; Err. Mon. 30 août 1961</i> )	30
30 mars 1961. – CONVENTION unique sur les stupéfiants et annexes ( <i>Mon. 27 novembre 1969</i> )	31
1 <sup>er</sup> août 1961. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant, en exécution de la loi du 19 janvier 1961, les actes médicaux qui pourront être accomplis par des personnes non qualifiées légalement ( <i>Mon. 25 août 1961</i> )	38
25 mars 1964. – LOI sur les médicaments ( <i>Mon. 17 avril 1964; Err. Mon. 6 mai 1964</i> )	38
21 juin 1964. – LOI permettant aux Belges, porteurs de certains diplômes scientifiques relatifs à l'art de guérir, d'exercer cet art ( <i>Mon. 17 juillet 1964</i> )	61
8 juillet 1964. – LOI relative à l'aide médicale urgente ( <i>Mon. 25 juillet 1964</i> )	61
28 juillet 1964. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions d'importation des substances thérapeutiques sanguines d'origine humaine ( <i>Mon. 13 août 1964</i> )	63

2 avril 1965. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les modalités d'organisation de l'aide médicale urgente et portant désignation des communes comme centres du système d'appel unifié ( <i>Mon. 12 mai 1965</i> )	63
22 mai 1965. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les modalités de l'intervention du Fonds d'aide médicale urgente en exécution de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente ( <i>Mon. 11 juin 1965</i> )	65
12 décembre 1966. – ARRÊTÉ ROYAL imposant une redevance destinée à financer le coût du contrôle des médicaments ( <i>Mon. 14 décembre 1966</i> )	65
24 octobre 1967. – ARRÊTÉ ROYAL n° 47 instituant une Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux et fixant le statut des Commissions paritaires nationales pour d'autres praticiens de l'art de guérir ou pour d'autres catégories d'établissements, ainsi que des Commissions paritaires régionales ( <i>Mon. 27 octobre 1967; Err. Mon. 12 juin 1968</i> )	66
10 novembre 1967. – ARRÊTÉ ROYAL n° 79 relatif à l'Ordre des médecins ( <i>Mon. 14 novembre 1967; Err. Mon. 12 juin 1968</i> )	67
10 novembre 1967. – ARRÊTÉ ROYAL n° 80 relatif à l'Ordre des pharmaciens ( <i>Mon. 14 novembre 1967; Err. Mon. 12 juin 1968</i> )	70
3 juillet 1969. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'enregistrement des médicaments ( <i>Mon. 10 juillet 1969</i> )	74
6 février 1970. – ARRÊTÉ ROYAL réglant l'organisation et le fonctionnement des conseils de l'Ordre des médecins ( <i>Mon. 14 février 1970; Err. Mon. 26 avril 1984</i> )	77
29 mai 1970. – ARRÊTÉ ROYAL réglant l'organisation et le fonctionnement des conseils de l'Ordre des pharmaciens ( <i>Mon. 4 juillet 1970</i> )	79
9 juillet 1973. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux contraceptifs ( <i>Mon. 9 août 1973</i> )	81
12 avril 1974. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à certaines opérations concernant les substances à action hormonale, antihormonale, anabolisante, bêta-adrénergique, anti-infectieuse, anti-parasitaire et anti-inflammatoire ( <i>Mon. 7 mai 1974</i> )	81
25 septembre 1974. – ARRÊTÉ ROYAL concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public ( <i>Mon. 3 octobre 1974</i> )	83
10 octobre 1974. – ARRÊTÉ ROYAL concernant la procédure d'agrément et de fermeture des hôpitaux et des services hospitaliers ( <i>Mon. 21 décembre 1974</i> )	88
30 mars 1976. – ARRÊTÉ ROYAL imposant des redevances destinées à financer le coût du contrôle des médicaments et les missions résultant de l'application de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> avril 1976</i> )	88
7 octobre 1976. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'organisation et au fonctionnement des commissions médicales ( <i>Mon. 4 février 1977</i> )	89
13 avril 1977. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les règles permettant de déterminer la valeur de transmission des officines pharmaceutiques et de surveiller cette transmission ( <i>Mon. 28 mai 1977</i> )	91
19 octobre 1978. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant les officines et les dépôts de médicaments dans les établissements de soins ( <i>Mon. 31 octobre 1978</i> )	91
6 novembre 1979. – ARRÊTÉ ROYAL portant fixation des normes de protection contre l'incendie et la panique, auxquelles doivent répondre les hôpitaux ( <i>Mon. 11 janvier 1980; Err. Mon. 6 octobre 1989</i> )	93
4 avril 1980. – LOI contenant délégation de pouvoirs pour assurer l'exécution des directives du Conseil des Communautés européennes, relatives à l'art de guérir, à l'art infirmier, aux professions paramédicales et à l'art vétérinaire ( <i>Mon. 21 mai 1980</i> )	93

19 mars 1981. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et préparations dangereuses en vue de leur mise sur le marché ou de leur emploi ( <i>Mon. 26 mars 1981; Err. Mon. 11 juillet 1981</i> ) . . . . .	93	1 <sup>er</sup> février 1991. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'exercice de la profession de sage-femme ( <i>Mon. 6 avril 1991</i> ) . . . . .	116
28 décembre 1982. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL réglementant les prix des spécialités pharmaceutiques et autres médicaments non remboursables dans le cadre de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité ( <i>Mon. 31 décembre 1982</i> ) . . . . .	94	4 mars 1991. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les normes auxquelles une officine hospitalière doit satisfaire pour être agréée ( <i>Mon. 23 mars 1991; Err. Mon. 30 avril 1991</i> ) . . . . .	117
21 juin 1983. – LOI relative aux aliments médicamenteux pour animaux ( <i>Mon. 28 octobre 1983</i> ) . . . . .	95	12 mars 1991. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux amendes administratives, visées par l'article 16 de la loi du 21 juin 1983 relative aux aliments médicamenteux pour animaux ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> juin 1991</i> ) . . . . .	121
9 juillet 1984. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'information et à la publicité concernant les médicaments ( <i>Mon. 29 août 1984</i> ) . . . . .	97	28 août 1991. – LOI sur l'exercice de la médecine vétérinaire ( <i>Mon. 15 octobre 1991; Err. Mon. 7 décembre 1991</i> ) . . . . .	121
29 avril 1985. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française instituant un Fonds de constructions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française ( <i>Mon. 22 juin 1985</i> ) . . . . .	98	29 septembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 140 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 ( <i>Mon. 22 octobre 1992</i> ) . . . . .	125
13 juin 1986. – LOI sur le prélèvement et la transplantation d'organes ( <i>Mon. 14 février 1987; Err. Mon. 26 février 1987</i> ) . . . . .	98	29 septembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 94, troisième alinéa, de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 ( <i>Mon. 28 octobre 1992</i> ) . . . . .	126
30 octobre 1986. – ARRÊTÉ ROYAL organisant le mode d'expression de la volonté du donneur ou des personnes visées à l'article 10, § 2, de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes ( <i>Mon. 14 février 1987</i> ) . . . . .	102	11 janvier 1993. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions dans lesquelles la remise de médicaments à usage humain sous forme d'échantillons peut être effectuée ( <i>Mon. 30 janvier 1993</i> ) . . . . .	126
30 octobre 1986. – ARRÊTÉ ROYAL organisant le mode d'expression du consentement au prélèvement d'organes et de tissus sur des personnes vivantes ( <i>Mon. 14 février 1987</i> ) . . . . .	103	26 octobre 1993. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les mesures afin d'empêcher le détournement de certaines substances pour la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes ( <i>Mon. 22 décembre 1993</i> ) . . . . .	127
23 décembre 1986. – DÉCRET de la Communauté flamande portant instauration d'une carte uniforme d'urgence médicale ( <i>Mon. 19 février 1987</i> ) . . . . .	103	19 novembre 1993. – ARRÊTÉ ROYAL réglant la composition et le fonctionnement de la juridiction créée par l'article 76 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 ( <i>Mon. 17 décembre 1993</i> ) . . . . .	130
27 février 1987. – ARRÊTÉ ROYAL fixant un dédommagement à accorder au donneur vivant, visé à l'article 4, § 2, de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes ( <i>Mon. 27 mars 1987</i> ) . . . . .	103	23 février 1994. – DÉCRET du Conseil flamand relatif à l'infrastructure affectée aux matières personnalisables ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> juin 1994</i> ) . . . . .	131
25 juin 1987. – ARRÊTÉ de l'Exécutif flamand fixant les modalités pratiques en exécution de l'article 4 du décret du 23 décembre 1986 portant l'instauration d'une carte uniforme d'urgence médicale ( <i>Mon. 30 septembre 1987</i> ) . . . . .	103	5 mai 1994. – ARRÊTÉ du Collège réuni de la Commission communautaire commune déterminant les modalités d'agrément et de fermeture des hôpitaux et des services hospitaliers relevant de la Commission communautaire commune ( <i>Mon. 29 juillet 1994</i> ) . . . . .	134
10 août 1987. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les règles relatives à la composition et au fonctionnement du Conseil médical en exécution des articles 24, 25 et 26 de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux ( <i>Mon. 18 août 1987; Err. Mon. 15 septembre 1987</i> ) . . . . .	104	5 juillet 1994. – LOI relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine ( <i>Mon. 8 octobre 1994</i> ) . . . . .	135
5 novembre 1987. – ARRÊTÉ de l'Exécutif de la Communauté française déterminant les modalités d'agrément, de fermeture et la procédure de recours pour les hôpitaux, services hospitaliers, services médico-techniques lourds, sections, fonctions, initiatives d'habitations protégées et associations d'institutions et de services psychiatriques ( <i>Mon. 7 janvier 1988</i> ) . . . . .	104	29 juillet 1994. – LOI sur le certificat complémentaire de protection pour les médicaments ( <i>Mon. 6 septembre 1994</i> ) . . . . .	139
15 décembre 1987. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 13 à 17 inclus de la loi sur les hôpitaux, coordonnée par l'arrêté royal du 7 août 1987 ( <i>Mon. 25 décembre 1987</i> ) . . . . .	107	21 décembre 1994. – LOI portant des dispositions sociales et diverses ( <i>Mon. 23 décembre 1994</i> ) . . . . .	139
15 décembre 1987. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 141 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, relatif à la réclamation des montants dus pour les patients hospitalisés ( <i>Mon. 25 décembre 1987</i> ) . . . . .	109	7 avril 1995. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'information et à la publicité concernant les médicaments à usage humain ( <i>Mon. 12 mai 1995</i> ) . . . . .	139
15 avril 1988. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux banques de tissus et du prélèvement, de la conservation, de la préparation, de l'importation, du transport, de la distribution et de la délivrance de tissus ( <i>Mon. 29 avril 1988</i> ) . . . . .	111	19 avril 1995. – ARRÊTÉ du Gouvernement germanophone fixant la procédure d'agrément et de fermeture des hôpitaux et des services hospitaliers ( <i>Mon. 21 novembre 1995</i> ) . . . . .	145
30 janvier 1989. – ARRÊTÉ ROYAL fixant des normes complémentaires d'agrément des hôpitaux et services hospitaliers et précisant la définition des groupements d'hôpitaux et les normes particulières qu'ils doivent respecter ( <i>Mon. 21 février 1989</i> ) . . . . .	111	4 avril 1996. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au prélèvement, à la préparation, à la conservation et à la délivrance du sang et des dérivés du sang d'origine humaine ( <i>Mon. 16 octobre 1997</i> ) . . . . .	146
31 mai 1989. – ARRÊTÉ ROYAL précisant la description d'une fusion d'hôpitaux et des normes particulières qu'il doit respecter ( <i>Mon. 5 juillet 1989</i> ) . . . . .	112	19 avril 1996. – ARRÊTÉ ROYAL portant dérogation aux dispositions de la loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine ( <i>Mon. 5 juin 1996</i> ) . . . . .	154
10 mai 1990. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 107, b, de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, en ce qui concerne l'installation d'un appareillage médical lourd et l'exploitation d'un service médico-technique lourd ( <i>Mon. 7 juin 1990</i> ) . . . . .	112	18 février 1997. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand fixant la procédure d'obtention d'une autorisation de planification et d'une autorisation d'exploitation pour les établissements dispensant des soins intra-muros et trans-muros ( <i>Mon. 17 mai 1997</i> ) . . . . .	154
	115	25 avril 1997. – ARRÊTÉ ROYAL précisant la description d'une association d'hôpitaux et des normes particulières qu'elle doit respecter ( <i>Mon. 18 juin 1997</i> ) . . . . .	156
	116	19 juin 1997. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les normes auxquelles une association en matière de soins palliatifs doit répondre pour être agréée ( <i>Mon. 28 juin 1997; Err. Mon. 19 juin 1998</i> ) . . . . .	157

15 juillet 1997. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux dispositifs médicaux implantables actifs ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> août 1997</i> ) . . . . .	158	11 juillet 2003. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions dans lesquelles la remise de médicaments à usage vétérinaire sous forme d'échantillons peut être effectuée ( <i>Mon. 3 octobre 2003</i> ) . . . . .	203
23 juillet 1997. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant exécution du décret du 25 février 1997 relatif à la gestion totale de la qualité dans les établissements de soins ( <i>Mon. 2 septembre 1997</i> ) . . . . .	162	17 octobre 2003. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à la qualité des structures de soins de santé et d'aide sociale ( <i>Mon. 10 novembre 2003</i> ) . . . . .	203
24 novembre 1997. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au Conseil belge de transplantation ( <i>Mon. 23 décembre 1997; Add. Mon. 26 mai 1998</i> ) . . . . .	163	19 mars 2004. – ARRÊTÉ ROYAL réglant le traitement de substitution ( <i>Mon. 30 avril 2004</i> ) . . . . .	204
19 décembre 1997. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au contrôle et à l'analyse des matières premières utilisées par les pharmaciens d'officine ( <i>Mon. 31 janvier 1998</i> ) . . . . .	164	7 mai 2004. – LOI relative aux expérimentations sur la personne humaine ( <i>Mon. 18 mai 2004</i> ) . . . . .	206
22 janvier 1998. – ARRÊTÉ ROYAL réglant certaines substances psychotropes, et relatif à la réduction des risques et à l'avis thérapeutique ( <i>Mon. 14 janvier 1999</i> ) . . . . .	166	14 mai 2004. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant exécution du décret du 17 octobre 2003 relatif à la qualité des structures de soins de santé et d'aide sociale dans les hôpitaux généraux, catégoriels et universitaires ( <i>Mon. 30 juillet 2004</i> ) . . . . .	215
10 août 1998. – ARRÊTÉ ROYAL instituant les Commissions d'Aide médicale urgente ( <i>Mon. 2 septembre 1998</i> ) . . . . .	173	30 juin 2004. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant des mesures d'exécution de la loi du 7 mai 2004 relative aux expérimentations sur la personne humaine en ce qui concerne les essais cliniques de médicaments à usage humain ( <i>Mon. 2 juillet 2004</i> ) . . . . .	216
18 mars 1999. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux dispositifs médicaux ( <i>Mon. 14 avril 1999</i> ) . . . . .	175	25 novembre 2005. – ARRÊTÉ ROYAL réglant les tatouages et les piercings ( <i>Mon. 21 décembre 2005</i> ) . . . . .	220
29 avril 1999. – LOI relative aux pratiques non conventionnelles dans les domaines de l'art médical, de l'art pharmaceutique, de la kinésithérapie, de l'art infirmier et des professions paramédicales ( <i>Mon. 24 juin 1999</i> ) . . . . .	182	27 janvier 2006. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant exécution du décret du 17 octobre 2003 relatif à la qualité des structures de soins de santé et d'aide sociale dans les hôpitaux psychiatriques et les centres de santé mentale ( <i>Mon. 23 février 2006</i> ) . . . . .	221
3 mai 1999. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au dossier médical général ( <i>Mon. 17 juillet 1999</i> ) . . . . .	184	12 juin 2006. – LOI autorisant l'utilisation des défibrillateurs automatiques «externes» ( <i>Mon. 21 septembre 2006</i> ) . . . . .	222
3 mai 1999. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux pratiques de groupes de médecins généralistes ( <i>Mon. 27 novembre 1999</i> ) . . . . .	185	16 juin 2006. – DÉCRET du Parlement flamand relatif au système d'information Santé ( <i>Mon. 7 septembre 2006</i> ) . . . . .	222
3 mai 1999. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions générales minimales auxquelles le dossier médical, visé à l'article 15 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, doit répondre ( <i>Mon. 30 juillet 1999; Err. Mon. 5 novembre 1999</i> ) . . . . .	185	20 juillet 2006. – LOI relative à la création et au fonctionnement de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé ( <i>Mon. 8 septembre 2006; Err. Mon. 6 octobre 2006</i> ) . . . . .	228
10 avril 2000. – ARRÊTÉ ROYAL portant des dispositions relatives à la guidance vétérinaire ( <i>Mon. 2 août 2000</i> ) . . . . .	185	14 décembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux médicaments à usage humain et vétérinaire ( <i>Mon. 22 décembre 2006; Err. Mon. 19 juin 2007</i> ) . . . . .	231
5 juin 2000. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 4, § 2, 6 <sup>o</sup> , de l'arrêté royal n <sup>o</sup> 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé ( <i>Mon. 7 juillet 2000</i> ) . . . . .	187	21 décembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL établissant les conditions de préparation, de mise sur le marché et d'utilisation des aliments médicamenteux ( <i>Mon. 22 janvier 2007</i> ) . . . . .	277
12 août 2000. – LOI portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses ( <i>Mon. 31 août 2000</i> ) . . . . .	188	27 avril 2007. – ARRÊTÉ ROYAL réglant la façon dont la déclaration anticipée en matière d'euthanasie est enregistrée et est communiquée via les services du registre national aux médecins concernés ( <i>Mon. 7 juin 2007</i> ) . . . . .	279
4 juillet 2001. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la reconnaissance des organisations professionnelles de praticiens d'une pratique non conventionnelle ou d'une pratique susceptible d'être qualifiée de non conventionnelle ( <i>Mon. 19 janvier 2002</i> ) . . . . .	189	6 juillet 2007. – LOI relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes ( <i>Mon. 17 juillet 2007</i> ) . . . . .	280
14 novembre 2001. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro ( <i>Mon. 12 décembre 2001</i> ) . . . . .	190	10 juillet 2008. – LOI COORDONNÉE sur les hôpitaux et autres établissements de soins ( <i>Mon. 7 novembre 2008</i> ) . . . . .	286
30 décembre 2001. – LOI-PROGRAMME ( <i>Mon. 31 décembre 2001</i> ) . . . . .	194	14 janvier 2002. – LOI portant des mesures en matière de soins de santé ( <i>Mon. 22 février 2002</i> ) . . . . .	286
23 janvier 2002. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 17 de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments ( <i>Mon. 23 février 2002</i> ) . . . . .	194	19 décembre 2008. – LOI relative à l'obtention et à l'utilisation de matériel corporel humain destiné à des applications médicales humaines ou à des fins de recherche scientifique ( <i>Mon. 30 décembre 2008; Err. Mon. 4 mars 2009; Err. Mon. 19 octobre 2009</i> ) . . . . .	307
28 mai 2002. – LOI relative à l'euthanasie ( <i>Mon. 22 juin 2002</i> ) . . . . .	195	21 janvier 2009. – ARRÊTÉ ROYAL portant instructions pour les pharmaciens ( <i>Mon. 30 janvier 2009</i> ) . . . . .	317
14 juin 2002. – LOI relative aux soins palliatifs ( <i>Mon. 26 octobre 2002</i> ) . . . . .	197	20 mars 2009. – DÉCRET du Parlement flamand portant diverses dispositions relatives au domaine politique aide sociale, santé publique et famille ( <i>Mon. 6 avril 2009</i> ) . . . . .	324
8 juillet 2002. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les missions confiées aux cercles de médecins généralistes ( <i>Mon. 5 octobre 2002</i> ) . . . . .	197	2 juillet 2009. – ARRÊTÉ ROYAL établissant la liste des professions paramédicales ( <i>Mon. 17 août 2009</i> ) . . . . .	325
22 août 2002. – LOI relative aux droits du patient ( <i>Mon. 26 septembre 2002</i> ) . . . . .	198		
26 mars 2003. – LOI réglant la pratique de l'autopsie après le décès inopiné et médicalement inexplicable d'un enfant de moins de dix-huit mois ( <i>Mon. 22 mai 2003</i> ) . . . . .	200		
11 mai 2003. – LOI relative à la recherche sur les embryons <i>in vitro</i> ( <i>Mon. 28 mai 2003</i> ) . . . . .	201		
8 juillet 2003. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions auxquelles la fonction de médiation dans les hôpitaux doit répondre ( <i>Mon. 26 août 2003</i> ) . . . . .	202		

28 septembre 2009. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions générales auxquelles les banques de matériel corporel humain, les structures intermédiaires et les établissements de production doivent satisfaire pour être agréés (*Mon. 23 octobre 2009*) . . . . . 325

28 septembre 2009. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les normes de qualité et de sécurité pour le don, le prélèvement, l'obtention, le contrôle, le traitement, le stockage et la distribution de matériel corporel humain, auxquelles les banques de matériel corporel humain, les structures intermédiaires de matériel corporel humain et les établissements de production doivent répondre (*Mon. 23 octobre 2009*) . . . . . 327

31 mars 2010. – LOI relative à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé (*Mon. 2 avril 2010*) . . . . . 329

30 juillet 2010. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au recouvrement par voie de contrainte de l'indemnité forfaitaire due au Fonds des accidents médicaux (*Mon. 13 septembre 2010*) . . . . . 333

6 juillet 2011. – LOI interdisant la publicité et réglementant l'information relatives aux actes d'esthétique médicale (*Mon. 5 août 2011*) . . . . . 333

29 septembre 2011. – CODE wallon de l'action sociale et de la santé (*Mon. 21 décembre 2011*) . . . . . 333

7 novembre 2011. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions auxquelles les banques de matériel corporel humain et les structures intermédiaires doivent répondre pour l'obtention et la conservation de sang de cordon (*Mon. 7 décembre 2011*) . . . . . 338

24 septembre 2012. – ARRÊTÉ ROYAL établissant les règles relatives à la préparation de médication individuelle (*Mon. 28 septembre 2012*) . . . . . 338

23 mai 2013. – LOI réglementant les qualifications requises pour poser des actes de médecine esthétique non chirurgicale et de chirurgie esthétique et réglementant la publicité et l'information relative à ces actes. (*Mon. 2 juillet 2013*) . . . . . 339

15 décembre 2013. – LOI en matière de dispositifs médicaux (*Mon. 20 décembre 2013; Err. Mon. 18 mars 2014*) . . . . . 341

18 décembre 2015. – AVIS – Loi en matière de dispositifs médicaux. – Publication conformément à l'article 34 des montants indexés des contributions (*Mon. 18 décembre 2015*) . . . . . 342

26 mars 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'exercice de l'homéopathie (*Mon. 12 mai 2014*) . . . . . 344

26 mars 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conditions générales applicables à l'exercice de toutes les pratiques non conventionnelles (*Mon. 12 mai 2014*) . . . . . 345

4 avril 2014. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les mesures d'exécution de la loi du 7 mai 2004 relative aux expérimentations sur la personne humaine, concernant le comité d'éthique (*Mon. 16 mai 2014*) . . . . . 346

25 avril 2014. – ARRÊTÉ ROYAL précisant les missions attribuées à l'organisation européenne d'échange d'organes en ce qui concerne l'établissement de procédures d'information pour l'échange d'organes humains entre États membres de l'Union européenne (*Mon. 20 juin 2014*) . . . . . 347

25 avril 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand fixant les procédures pour les structures de soins de santé (*Mon. 28 août 2014*) . . . . . 348

10 mai 2015. – LOI relative à l'exercice des professions des soins de santé (*Mon. 18 juin 2015*) . . . . . 352

24 mars 2016. – ARRÊTÉ du Gouvernement réglant provisoirement la procédure d'agrément pour les professions de santé et de soins (*Mon. 23 juin 2016*) . . . . . 385

21 juillet 2016. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conditions d'utilisation des médicaments par les médecins vétérinaires et par les responsables des animaux (*Mon. 29 juillet 2016*) . . . . . 385

## PARTIE II - CALAMITÉS NATURELLES

12 juillet 1976. – LOI relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles (*Mon. 13 août 1976*) . . . . . 391

18 août 1976. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions de forme et de délai d'introduction des demandes d'intervention financière du chef de dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles (calamités publiques ou calamités agricoles) (*Mon. 9 septembre 1976*) . . . . . 399

20 août 1976. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux modalités d'estimation des dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles (calamités publiques) (*Mon. 16 septembre 1976; Err. Mon. 21 octobre 1976*) . . . . . 399

20 août 1976. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'indemnisation des dommages causés aux biens meubles d'usage courant ou familial par des calamités naturelles (calamités publiques) (*Mon. 30 septembre 1976*) . . . . . 400

23 février 1977. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions et les modalités de l'ouverture des crédits de restauration en matière de calamités naturelles, ainsi que la quotité des taux d'intérêt et les frais dont l'État assume la charge (*Mon. 5 mars 1977*) . . . . . 400

24 février 1977. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le barème de l'intervention financière de l'État dans les honoraires et frais des experts auxquels les sinistrés ont eu recours pour la constatation et l'évaluation des dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles (calamités publiques) (*Mon. 15 mars 1977*) . . . . . 401

29 mars 1977. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au remploi de l'intervention financière allouée pour la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles et aux modalités de contrôle de ce remploi (calamités publiques) (*Mon. 21 avril 1977*) . . . . . 401

14 juillet 1977. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les plantations, cultures et récoltes sur pied qui, en application de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, peuvent normalement être couverts par des contrats d'assurance contre la grêle (*Mon. 30 août 1977*) . . . . . 402

21 octobre 1982. – ARRÊTÉ ROYAL fixant, en application de l'article 49, §1<sup>er</sup>, de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, les modalités de recours à des experts étrangers à l'administration, les obligations qui leur incombent ainsi que les barèmes des rémunérations qui leur sont allouées (*Mon. 25 novembre 1982*) . . . . . 402

9 décembre 1982. – ARRÊTÉ ROYAL fixant, en application de l'article 35, §1<sup>er</sup>, de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, les modalités de prise en charge et de liquidation, par la Caisse nationale des Calamités, de certains frais de fonctionnement des services chargés de l'exécution de ladite loi (*Mon. 30 décembre 1982*) . . . . . 402

14 septembre 1984. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 42 de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles (*Mon. 18 octobre 1984*) . . . . . 403

14 novembre 1984. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant les conditions de forme et de délai d'introduction des demandes d'intervention financière du chef des dommages causés à des biens du domaine public par des calamités naturelles (calamités publiques) (*Mon. 29 novembre 1984; Err. Mon. 22 décembre 1984*) . . . . . 404

11 février 1985. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant les conditions et les modalités de l'ouverture des crédits de restauration en matière de calamités naturelles du chef de dommages causés à des biens du domaine public, ainsi que la quotité des taux d'intérêt et les frais dont l'état assume la charge (*Mon. 26 février 1985*) . . . . . 404

3 juin 2016. – DÉCRET (du Parlement flamand) relatif à l'intervention suite à des dommages causés par des calamités publiques en Région flamande (*Mon. 23 juin 2016*) . . . . . 405

## PARTIE III - COMPÉTITIONS SPORTIVES

5 juillet 1962. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant les combats et exhibitions de boxe, ainsi que la pratique du sport de la boxe ( <i>Mon. 9 juillet 1962</i> ) . . . . .	408	6 juillet 2013. – ARRÊTÉ ROYAL contenant les normes de sécurité à respecter dans les stades de football ( <i>Mon. 15 juillet 2013</i> ) . . . . .	460
24 juillet 1996. – DÉCRET du Parlement flamand fixant le statut du sportif amateur ( <i>Mon. 12 septembre 1996</i> ) . . . . .	410	20 décembre 2013. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à la pratique du sport dans le respect de la santé et de l'éthique ( <i>Mon. 31 janvier 2014</i> ) . . . . .	462
21 décembre 1998. – LOI relative à la sécurité lors des matches de football ( <i>Mon. 3 février 1999</i> ) . . . . .	411	3 avril 2014. – DÉCRET du Parlement de la Communauté française relatif à la prévention des risques pour la santé dans le sport ( <i>Mon. 7 août 2014</i> ) . . . . .	465
11 mars 1999. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités de la procédure administrative instaurée par la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football ( <i>Mon. 26 mars 1999</i> ) . . . . .	419	4 avril 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant exécution du décret du 20 décembre 2013 relatif à la pratique du sport dans le respect de la santé et de l'éthique ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> juillet 2014</i> ) . . . . .	469
3 mai 1999. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités de la perception immédiate d'une somme d'argent instaurée par la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football ( <i>Mon. 20 mai 1999</i> ) . . . . .	419	13 février 2015. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant exécution du décret antidopage du 25 mai 2012 ( <i>Mon. 26 mars 2015</i> ) . . . . .	472
25 mai 1999. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions d'engagement des stewards de football ( <i>Mon. 16 juin 1999</i> ) . . . . .	419	21 octobre 2015. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage ( <i>Mon. 30 novembre 2015</i> ) . . . . .	487
15 juin 1999. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la politique de sécurité et de coordination à l'occasion de matches de football ( <i>Mon. 2 juillet 1999</i> ) . . . . .	421	22 février 2016. – DÉCRET du Parlement de la Communauté germanophone relatif à la lutte contre le dopage dans le sport ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> mars 2016</i> ) . . . . .	502
30 juin 1999. – ARRÊTÉ ROYAL contenant établissement d'un fichier des sanctions administratives qui sont imposées en application de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football ( <i>Mon. 19 août 1999; Err. Mon. 30 septembre 1999</i> ) . . . . .	422	10 mars 2016. – ARRÊTÉ du Collège réuni portant exécution de l'ordonnance du 21 juin 2012 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention ( <i>Mon. 18 mars 2016</i> ) . . . . .	510
7 décembre 1999. – ARRÊTÉ ROYAL contenant l'établissement d'un fichier des interdictions de stade ( <i>Mon. 22 décembre 1999</i> ) . . . . .	422	17 mars 2016. – ARRÊTÉ du Gouvernement portant exécution du décret du 22 février 2016 relatif à la lutte contre le dopage dans le sport ( <i>Mon. 6 juillet 2016</i> ) . . . . .	524
18 juin 2001. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté française relatif à la commission francophone de promotion de la santé dans la pratique du sport ( <i>Mon. 26 juillet 2001</i> ) . . . . .	422	<b>PARTIE IV - DENRÉES ALIMENTAIRES</b>	
27 février 2003. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association des centres sportifs ( <i>Mon. 18 avril 2003</i> ) . . . . .	423	10 décembre 1890. – ARRÊTÉ ROYAL contenant règlement relatif aux ustensiles, vases, etc., employés dans l'industrie et le commerce des denrées alimentaires ( <i>Mon. 17 décembre 1890</i> ) . . . . .	545
27 février 2003. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés ( <i>Mon. 18 avril 2003</i> ) . . . . .	423	24 janvier 1977. – LOI relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits ( <i>Mon. 8 avril 1977</i> ) . . . . .	545
20 juillet 2005. – ARRÊTÉ ROYAL réglant les modalités de la gestion des billets à l'occasion des matches de football ( <i>Mon. 4 août 2005</i> ) . . . . .	425	15 septembre 1891. – ARRÊTÉ ROYAL modifiant l'arrêté royal du 10 décembre 1890, relatif à l'emploi, dans l'industrie et le commerce des denrées alimentaires, d'ustensiles, vases, etc., en alliage de zinc et d'antimoine ( <i>Mon. 19 septembre 1891</i> ) . . . . .	550
30 janvier 2006. – DÉCRET du Conseil de la Communauté germanophone tendant à prévenir les dommages sanitaires lors de la pratique sportive ( <i>Mon. 12 avril 2006</i> ) . . . . .	426	18 avril 1927. – LOI relative à la protection des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie ( <i>Mon. 28 avril 1927</i> ) . . . . .	550
22 février 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'installation et au fonctionnement de caméras de surveillance dans les stades de football ( <i>Mon. 3 mars 2006</i> ) . . . . .	428	28 février 1947. – ARRÊTÉ-LOI relatif à la répression des abattages clandestins et du commerce de la viande et de la graisse provenant de ces abattages ( <i>Mon. 12 mars 1947</i> ) . . . . .	551
14 juillet 2006. – ARRÊTÉ fixant les limites d'âge pour la participation aux manifestations sportives et formations sur la route impliquant des motocyclettes ou cyclomoteurs ( <i>Mon. 30 août 2006</i> ) . . . . .	429	16 juin 1947. – ARRÊTÉ DU RÉGENT prohibant les paraffines et huiles minérales dans les denrées alimentaires ( <i>Mon. 6 juillet 1947</i> ) . . . . .	551
13 juillet 2007. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé et d'éthique ( <i>Mon. 13 septembre 2007</i> ) . . . . .	429	5 septembre 1952. – LOI relative à l'expertise et au commerce des viandes ( <i>Mon. 16-17 mars 1953</i> ) . . . . .	552
10 juillet 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté germanophone portant exécution, dans le cadre de la lutte antidopage et de l'organisation de manifestations de sport de combat, du décret du 30 janvier 2006 tendant à prévenir les dommages sanitaires lors de la pratique sportive ( <i>Mon. 28 octobre 2008</i> ) . . . . .	429	9 mars 1953. – ARRÊTÉ ROYAL concernant le commerce des viandes de boucherie et réglementant l'expertise des animaux abattus à l'intérieur du pays ( <i>Mon. 16-17 mars 1953</i> ) . . . . .	555
20 octobre 2011. – DÉCRET du Parlement de la Communauté française relatif à la lutte contre le dopage ( <i>Mon. 16 décembre 2011</i> ) . . . . .	431	15 avril 1965. – LOI concernant l'expertise et le commerce du poisson, de volailles, des lapins et du gibier et modifiant la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes ( <i>Mon. 22 mai 1965</i> ) . . . . .	557
25 mai 2012. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à la prévention et la lutte contre le dopage dans le sport ( <i>Mon. 12 juillet 2012</i> ) . . . . .	439	7 juillet 1966. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au commerce et à l'exportation des matières colorantes pour denrées alimentaires et à l'exportation des denrées alimentaires colorées ( <i>Mon. 8 octobre 1966</i> ) . . . . .	559
21 juin 2012. – ORDONNANCE de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-capitale relative à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention ( <i>Mon. 5 juillet 2012</i> ) . . . . .	452	3 janvier 1975. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux denrées et substances alimentaires considérées comme déclarées nuisibles ( <i>Mon. 18 février 1975</i> ) . . . . .	559
		3 avril 1975. – LOI relative à la protection contre les dangers de la cigarette ( <i>Mon. 14 juin 1975</i> ) . . . . .	559

17 août 1977. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux produits à utiliser par voie orale, destinés exclusivement ou principalement à modifier la coloration de la peau ( <i>Mon. 16 septembre 1977</i> ) . . . . .	560	18 février 1991. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux denrées alimentaires destinées à une alimentation particulière ( <i>Mon. 30 août 1991</i> ) . . . . .	575
1 <sup>er</sup> décembre 1977. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant la procédure d'inscription sur les listes d'additifs et de contaminants ainsi que de modification des mêmes listes ( <i>Mon. 9 février 1978</i> ) . . . . .	560	20 juillet 1991. – LOI portant des dispositions sociales et diverses ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> août 1991</i> ) . . . . .	577
18 mars 1980. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au yaourt et autres laits fermentés ( <i>Mon. 24 avril 1980</i> ) . . . . .	560	25 novembre 1991. – ARRÊTÉ ROYAL concernant les solvants d'extraction utilisés dans la fabrication des denrées alimentaires ( <i>Mon. 5 février 1992</i> ) . . . . .	578
17 avril 1980. – ARRÊTÉ ROYAL concernant la publicité pour les denrées alimentaires ( <i>Mon. 6 mai 1980</i> ) . . . . .	561	8 janvier 1992. – ARRÊTÉ ROYAL concernant l'étiquetage nutritionnel des denrées alimentaires ( <i>Mon. 5 février 1991</i> ) . . . . .	578
2 octobre 1980. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la fabrication et à la mise dans le commerce de la margarine et des graisses comestibles ( <i>Mon. 14 octobre 1980</i> ) . . . . .	561	9 janvier 1992. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au contrôle officiel des denrées alimentaires et des autres produits ( <i>Mon. 21 février 1992</i> ) . . . . .	580
9 février 1981. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la surveillance lors de l'importation de denrées alimentaires et autres produits visés dans la loi du 24 janvier 1977 ( <i>Mon. 14 avril 1981</i> ) . . . . .	563	3 mars 1992. – ARRÊTÉ ROYAL concernant la mise dans le commerce de nutriments et de denrées alimentaires auxquelles des nutriments ont été ajoutés ( <i>Mon. 15 avril 1992</i> ) . . . . .	580
2 décembre 1982. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française relatif à la lutte contre le tabagisme ( <i>Mon. 14 janvier 1983</i> ) . . . . .	563	11 mai 1992. – ARRÊTÉ ROYAL concernant les matériaux et objets destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires ( <i>Mon. 24 juillet 1992; Err. Mon. 3 février 1993</i> ) . . . . .	582
8 juin 1983. – ARRÊTÉ ROYAL concernant la fabrication et le commerce de viande préparée et de préparations de viande ( <i>Mon. 20 juillet 1983</i> ) . . . . .	564	31 mars 1993. – ARRÊTÉ ROYAL concernant la bière ( <i>Mon. 4 juin 1993</i> ) . . . . .	582
8 mars 1985. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la fabrication et au commerce de la viande fraîche hachée ou moulue ( <i>Mon. 16 avril 1985</i> ) . . . . .	565	4 juillet 1996. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conditions générales et spéciales d'exploitation des abattoirs et d'autres établissements ( <i>Mon. 3 septembre 1996</i> ) . . . . .	583
14 juin 1985. – ARRÊTÉ ROYAL portant organisation de l'institut d'expertise vétérinaire ( <i>Mon. 9 juillet 1985</i> ) . . . . .	566	22 mai 1997. – ARRÊTÉ ROYAL interdisant le commerce de denrées alimentaires qui sont mélangées avec des objets dans le même emballage ( <i>Mon. 31 mai 1997</i> ) . . . . .	584
2 septembre 1985. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux pains et autres produits de la boulangerie ( <i>Mon. 7 novembre 1985</i> ) . . . . .	566	1 <sup>er</sup> mars 1998. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux additifs autorisés dans les denrées alimentaires à l'exception des colorants et des édulcorants ( <i>Mon. 3 juillet 1998</i> ) . . . . .	585
2 septembre 1985. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux farines ( <i>Mon. 7 novembre 1985</i> ) . . . . .	567	8 février 1999. – ARRÊTÉ ROYAL concernant les eaux minérales naturelles et les eaux de source ( <i>Mon. 23 avril 1999</i> ) . . . . .	585
2 septembre 1985. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux adjuvants pour produits à base de farine ( <i>Mon. 7 novembre 1985</i> ) . . . . .	568	10 mars 1999. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la non-inscription d'un ou de plusieurs ingrédients dans la liste d'ingrédients prévue pour l'étiquetage des produits cosmétiques ( <i>Mon. 16 juin 1999</i> ) . . . . .	586
16 septembre 1985. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions de transformation des viandes porcines stockées au titre des règlements (CEE) n° 772/85, (CEE) n° 978/85 et (CEE) n° 1477/85 et des viandes porcines pour lesquelles un traitement thermique a été imposé ou doit être imposé ( <i>Mon. 20 septembre 1985</i> ) . . . . .	569	28 avril 1999. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux thé et extraits de thé ( <i>Mon. 27 octobre 1999</i> ) . . . . .	587
21 février 1986. – LOI sanctionnant les infractions aux règlements de la Communauté économique européenne en matière de marché viti-vinicole ( <i>Mon. 19 mars 1986</i> ) . . . . .	570	13 septembre 1999. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées ( <i>Mon. 29 octobre 1999</i> ) . . . . .	587
24 juillet 1987. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif au contrôle du poids du pain et à la perte de poids admissible du fait de la dessiccation ( <i>Mon. 8 août 1987</i> ) . . . . .	570	4 février 2000. – LOI relative à la création de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire ( <i>Mon. 18 février 2000</i> ) . . . . .	592
28 octobre 1987. – ARRÊTÉ ROYAL désignant les fonctionnaires chargés de la surveillance de l'application des dispositions des lois relatives à l'expertise et au commerce des viandes des animaux de boucherie, des volailles, des poissons, des lapins et du gibier ( <i>Mon. 14 novembre 1987</i> ) . . . . .	571	7 janvier 2003. – LOI portant des dispositions diverses relatives à l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire ( <i>Mon. 6 mars 2003</i> ) . . . . .	594
22 janvier 1988. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'utilisation d'huiles et de graisses comestibles lors de la friture de denrées alimentaires ( <i>Mon. 30 janvier 1988</i> ) . . . . .	571	22 février 2001. – ARRÊTÉ ROYAL organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales ( <i>Mon. 28 février 2001</i> ) . . . . .	594
6 mai 1988. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au beurre et aux produits de beurre ( <i>Mon. 3 juin 1988</i> ) . . . . .	571	22 février 2001. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au financement de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la chaîne alimentaire ( <i>Mon. 28 février 2001</i> ) . . . . .	598
24 janvier 1990. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux arômes destinés à être utilisés dans les denrées alimentaires ( <i>Mon. 24 avril 1990</i> ) . . . . .	572	10 août 2001. – ARRÊTÉ ROYAL concernant les produits d'apparence équivoque qui compromettent la santé ou la sécurité des consommateurs ( <i>Mon. 10 octobre 2001</i> ) . . . . .	598
9 février 1990. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'indication du lot auquel appartient une denrée alimentaire ( <i>Mon. 14 avril 1990</i> ) . . . . .	573	16 novembre 2001. – ARRÊTÉ ROYAL confiant à l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire des missions complémentaires ( <i>Mon. 24 novembre 2001</i> ) . . . . .	598
5 décembre 1990. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au prélèvement d'échantillons de denrées alimentaires et autres produits ( <i>Mon. 26 janvier 1991</i> ) . . . . .	573	14 janvier 2002. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine qui sont conditionnées ou qui sont utilisées dans les établissements alimentaires pour la fabrication et/ou la mise dans le commerce de denrées alimentaires ( <i>Mon. 19 mars 2002</i> ) . . . . .	599
5 décembre 1990. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux produits surgelés ( <i>Mon. 26 janvier 1991</i> ) . . . . .	574	24 janvier 2002. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif à la qualité de l'eau distribuée par réseau ( <i>Mon. 21 février 2002</i> ) . . . . .	600

24 mai 2002. – DÉCRET du Parlement flamand relatif aux eaux destinées à l'utilisation humaine ( <i>Mon. 23 juillet 2002</i> ) . . . . .	602	7 octobre 2014. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif au rapport sur l'application des dispositions de l'arrêté du Gouvernement flamand portant définition des droits et obligations des exploitants des réseaux publics de distribution d'eau et de leurs clients relatifs à la fourniture d'eau destinée à la consommation humaine, la mise en œuvre de l'obligation d'assainissement et au règlement général de la vente d'eau ( <i>Mon. 7 novembre 2014</i> ) . . . . .	665
14 juin 2002. – ARRÊTÉ ROYAL fixant des teneurs maximales en contaminants comme les métaux lourds dans les suppléments alimentaires ( <i>Mon. 25 juillet 2002</i> ) . . . . .	612	13 mai 2011. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant exécution de diverses dispositions du décret du 24 mai 2002 relatif aux eaux destinées à l'utilisation humaine, et modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 décembre 2002 portant réglementation relative à la qualité et la fourniture des eaux destinées à la consommation humaine ( <i>Mon. 21 juin 2011</i> ) . . . . .	667
13 décembre 2002. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant réglementation relative à la qualité et la fourniture des eaux destinées à la consommation humaine ( <i>Mon. 28 janvier 2003</i> ) . . . . .	613	28 juin 2011. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif au contrôle de l'installation intérieure et de l'évacuation privée des eaux ( <i>Mon. 14 juillet 2011</i> ) . . . . .	668
14 novembre 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'autocontrôle, à la notification obligatoire et à la traçabilité dans la chaîne alimentaire ( <i>Mon. 12 décembre 2003</i> ) . . . . .	617	17 juillet 2012. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux produits cosmétiques ( <i>Mon. 3 septembre 2012</i> ) . . . . .	668
15 juin 2004. – ARRÊTÉ ROYAL fixant certaines gammes de quantités nominales et réglementant l'indication des quantités de certains produits en préemballages ( <i>Mon. 8 juillet 2004</i> ) . . . . .	620	20 septembre 2012. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au prélèvement et à l'analyse d'échantillons, visés à l'article 3, § 5, de l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales ( <i>Mon. 12 octobre 2012</i> ) . . . . .	669
9 décembre 2004. – LOI relative au financement de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire ( <i>Mon. 17 janvier 2005</i> ) . . . . .	621	13 juillet 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'hygiène des denrées alimentaires ( <i>Mon. 29 août 2014</i> ) . . . . .	670
3 février 2005. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'interdiction de vente de produits à base de tabacs aux personnes âgées de moins de seize ans au moyen d'appareils automatiques de distribution ( <i>Mon. 10 mars 2005</i> ) . . . . .	623	17 juillet 2014. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les dispositions en matière de déclaration de certaines substances ou certains produits provoquant des allergies ou intolérances pour les denrées alimentaires non préemballées ( <i>Mon. 12 août 2014</i> ) . . . . .	674
21 février 2005. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant la dissémination volontaire dans l'environnement ainsi que la mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés ou de produits en contenant ( <i>Mon. 24 février 2005</i> ) . . . . .	623	17 septembre 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux additifs alimentaires, portant exécution du règlement (C.E.) n° 1333/2008 ( <i>Mon. 17 octobre 2014</i> ) . . . . .	675
3 juillet 2005. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux matériaux et aux objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires ( <i>Mon. 29 juillet 2005</i> ) . . . . .	630	30 novembre 2015. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'hygiène des denrées alimentaires d'origine animale ( <i>Mon. 15 décembre 2015</i> ) . . . . .	675
15 novembre 2005. – RÈGLEMENT (CE) N° 2073/2005 de la Commission concernant les critères microbiologiques applicables aux denrées alimentaires ( <i>J.O. L 338, 22 décembre 2005</i> ) . . . . .	632	5 février 2016. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la fabrication et à la mise dans le commerce des produits du tabac ( <i>Mon. 3 mars 2016</i> ) . . . . .	678
22 décembre 2005. – ARRÊTÉ ROYAL fixant des mesures complémentaires pour l'organisation des contrôles officiels concernant les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ( <i>Mon. 30 décembre 2005</i> ) . . . . .	634	5 février 2016. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant réglementation des tarifs de la facture d'eau potable intégrale ( <i>Mon. 22 mars 2016</i> ) . . . . .	681
22 décembre 2005. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'hygiène des denrées alimentaires d'origine animale ( <i>Mon. 30 décembre 2005</i> ) . . . . .	636	15 février 2016. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la fabrication et à la mise dans le commerce des cigarettes électroniques ( <i>Mon. 3 mars 2016</i> ) . . . . .	683
16 janvier 2006. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités des agréments, des autorisations et des enregistrements préalable délivrés par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire ( <i>Mon. 2 mars 2006</i> ) . . . . .	636	31 mai 2016. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la protection de la santé de la population en ce qui concerne les substances radioactives dans les eaux destinées à la consommation humaine ( <i>Mon. 28 juin 2016</i> ) . . . . .	685
16 décembre 2008. – RÈGLEMENT (C.E.) n° 1333/2008 du Parlement européen et du Conseil sur les additifs alimentaires ( <i>J.O. L 354, 31 décembre 2008; Rect. J.O. L 105, 27 avril 2010; Rect. J.O. L 123, 19 mai 2015</i> ) . . . . .	650	<b>PARTIE V - MAISONS DE REPOS ET DE SOINS POUR PERSONNES ÂGÉES</b>	
26 avril 2009. – ARRÊTÉ ROYAL concernant des critères microbiologiques applicables aux denrées alimentaires ( <i>Mon. 8 juin 2009; Err. Mon. 18 juin 2009</i> ) . . . . .	654	15 mars 1989. – ARRÊTÉ de l'Exécutif flamand fixant les conditions spécifiques de sécurité auxquelles les groupes de logements à assistance doivent répondre en vue de leur agrément ( <i>Mon. 23 mars 1989</i> ) . . . . .	687
22 décembre 2009. – LOI instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac ( <i>Mon. 29 décembre 2009</i> ) . . . . .	654	22 mars 2007. – DÉCRET de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-capitale relatif à la politique d'hébergement et d'accueil à mener envers les personnes âgées ( <i>Mon. 23 janvier 2008</i> ) . . . . .	688
28 janvier 2010. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions relatives au signal d'interdiction de fumer et à l'installation d'un système d'aération ( <i>Mon. 11 février 2010</i> ) . . . . .	655	4 juin 2007. – DÉCRET du Conseil de la Communauté germanophone relatif aux structures d'hébergement, d'accompagnement et de soins pour personnes âgées, aux résidences pour seniors et aux maisons de soins psychiatriques ( <i>Mon. 11 septembre 2007</i> ) . . . . .	693
8 avril 2011. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant définition des droits et obligations des exploitants des réseaux publics de distribution d'eau et de leurs clients relatifs à la fourniture d'eau destinée à la consommation humaine, la mise en œuvre de l'obligation d'assainissement et au règlement général de la vente d'eau ( <i>Mon. 10 juin 2011</i> ) . . . . .	656	24 avril 2008. – ORDONNANCE de l'assemblée réunie de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-capitale relative aux établissements d'accueil ou d'hébergement pour personnes âgées ( <i>Mon. 16 mai 2008; Err. Mon. 13 juin 2008; Err. Mon. 24 juillet 2008</i> ) . . . . .	695
28 juin 2011. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif au contrôle de l'installation intérieure et de l'évacuation privée des eaux ( <i>Mon. 14 juillet 2011</i> ) . . . . .	659		

13 mars 2009. – DÉCRET du Parlement flamand sur les soins et le logement (Mon. 14 mai 2009) . . . . .	699
20 mars 2009. – DÉCRET du Parlement flamand portant diverses dispositions relatives au domaine politique aide sociale, santé publique et famille (Mon. 6 avril 2009) . . . . .	706
2 avril 2009. – ARRÊTÉ du Collège de la Commission communautaire française 2008/1561 du Collège de la Commission communautaire française portant application du décret du 22 mars 2007 relatif à la politique d'hébergement et d'accueil à mener envers les personnes âgées (Mon. 14 juillet 2009) . . . . .	707
4 juin 2009. – ARRÊTÉ du Collège réuni de la Commission communautaire commune fixant les procédures de programmation et d'agrément des établissements d'accueil ou d'hébergement pour personnes âgées relevant de la Commission communautaire commune (Mon. 12 juin 2009; Err. Mon. 19 juin 2009) . . . . .	726
5 juin 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif aux procédures pour les structures de services de soins et de logement et les associations d'usagers et intervenants de proximité (Mon. 14 août 2009) . . . . .	728
5 juin 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand réglementant l'octroi de l'autorisation préalable pour certaines structures de services de soins et de logement (Mon. 4 septembre 2009) . . . . .	733
29 septembre 2011. – CODE wallon de l'action sociale et de la santé (Mon. 21 décembre 2011) . . . . .	736
9 décembre 2011. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand fixant les normes de sécurité incendie spécifiques auxquelles les structures pour personnes âgées et les centres de convalescence doivent répondre et fixant la procédure de la délivrance de l'attestation du respect de ces normes (Mon. 9 mars 2012) . . . . .	741
4 juillet 2013. – CODE réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé (Mon. 30 août 2013; Err. Mon. 24 septembre 2013) . . . . .	742

## PARTIE VI - POLICE SANITAIRE

18 juillet 1831. – DÉCRET sanitaire (Bull. off. IV, n° 183) . . . . .	753
24 janvier 1945. – ARRÊTÉ-LOI relatif à la prophylaxie des maladies vénériennes (Mon. 26 janvier 1945) . . . . .	754
1 <sup>er</sup> septembre 1945. – LOI sanitaire (Mon. 10 octobre 1945) . . . . .	755
15 juillet 1946. – ARRÊTÉ DU RÉGENT complétant les dispositions de l'arrêté du Régent du 6 février 1946 relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles (Mon. 18-19 novembre 1946) . . . . .	755
25 mai 1951. – RÈGLEMENT sanitaire international de l'Organisation mondiale de la santé, signé à Genève (Mon. 11 octobre 1952) . . . . .	756
12 novembre 1952. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL prescrivant des mesures sanitaires conformes aux exigences du Règlement sanitaire international du 25 mai 1951 (Mon. 20 décembre 1952) . . . . .	763
31 décembre 1960. – ARRÊTÉ ROYAL portant des dispositions spéciales en matière d'enlèvement des immondices (Mon. 2-3 janvier 1961) . . . . .	763
29 octobre 1964. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la police sanitaire du trafic international (Mon. 18 décembre 1964) . . . . .	763
26 octobre 1966. – ARRÊTÉ ROYAL rendant obligatoire la vaccination antipoliomyélitique (Mon. 6 décembre 1966; Add. Mon. 17 mars 1967) . . . . .	767
1 <sup>er</sup> mars 1971. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles (Mon. 23 avril 1971) . . . . .	767
19 juillet 1990. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale portant création de l'Agence régionale pour la propreté (Mon. 25 septembre 1990) . . . . .	769

23 avril 2009. – ARRÊTÉ du collège réuni de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-capitale relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles (Mon. 18 juin 2009; Err. Mon. 3 août 2009) . . . . .	770
--	-----

## PARTIE VII - PROTECTION CIVILE ET SÉCURITÉ DES POPULATIONS

11 mars 1954. – ARRÊTÉ ROYAL portant statut du corps de protection civile (Mon. 18 mars 1954) . . . . .	772
31 décembre 1963. – LOI sur la protection civile (Mon. 16 janvier 1964) . . . . .	773
8 novembre 1967. – ARRÊTÉ ROYAL portant, en temps de paix, organisation des services communaux et régionaux d'incendie et coordination des secours en cas d'incendie (Mon. 18 novembre 1967) . . . . .	778
30 juillet 1979. – LOI relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances (Mon. 20 septembre 1979) . . . . .	778
21 janvier 1987. – LOI relative à l'alimentation du fonds pour les risques d'accidents majeurs et du fonds pour la prévention des accidents majeurs (Mon. 10 mars 1987) . . . . .	780
22 avril 1988. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le type, les modalités et la procédure de l'information à fournir par le fabricant lors d'un accident majeur dans certaines activités industrielles (Mon. 3 mai 1988) . . . . .	781
28 février 1991. – ARRÊTÉ ROYAL concernant les établissements soumis au chapitre II de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances (Mon. 13 avril 1991) . . . . .	781
22 juin 1993. – CONVENTION n° 174 concernant la prévention des accidents industriels majeurs (Mon. 15 février 1997) . . . . .	782
15 avril 1994. – LOI relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (Mon. 29 juillet 1994) . . . . .	784
11 avril 1999. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités de création et de fonctionnement des zones de secours (Mon. 20 avril 1999) . . . . .	798
20 juillet 2001. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants (Mon. 30 août 2001) . . . . .	799
17 octobre 2002. – ACCORD de coopération entre l'Etat fédéral et les Régions relatif à la gestion des déchets libérés (Mon. 15 janvier 2003) . . . . .	815
16 février 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux plans d'urgence et d'intervention (Mon. 15 mars 2006) . . . . .	832
15 mai 2007. – LOI relative à la sécurité civile (Mon. 31 juillet 2007; Err. Mon. 1 <sup>er</sup> octobre 2007) . . . . .	835
20 juin 2008. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant les critères à prendre en considération par l'exploitant, pour délimiter le territoire pouvant être touché en cas d'accident majeur (Mon. 27 août 2008) . . . . .	855
29 avril 2011. – LOI créant les centres 112 et l'agence 112 (Mon. 23 mai 2011) . . . . .	855
17 octobre 2011. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'organisation du dispatching des services opérationnels de la sécurité civile (Mon. 28 octobre 2011) . . . . .	856
17 octobre 2011. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux centres 112 et à l'agence 112 (Mon. 28 octobre 2011) . . . . .	858
13 novembre 2011. – LOI relative à l'indemnisation des dommages corporels et moraux découlant d'un accident technologique (Mon. 24 février 2012) . . . . .	860



10 juin 2014. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les missions et les tâches de sécurité civile exécutées par les zones de secours et par les unités opérationnelles de la protection civile et modifiant l'arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention ( <i>Mon. 17 juillet 2014; Err. Mon. 5 mars 2015; Err. Mon. 2 août 2016</i> ) . . . . .	862
19 décembre 2014. – ARRÊTÉ ROYAL fixant l'organisation de la prévention incendie dans les zones de secours ( <i>Mon. 30 janvier 2015</i> ) . . . . .	863
12 juillet 2015. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux produits radioactifs destinés à un usage <i>in vitro</i> ou <i>in vivo</i> en médecine humaine, en médecine vétérinaire, dans un essai clinique ou dans une investigation clinique ( <i>Mon. 12 août 2015</i> ) . . . . .	863
16 février 2016. – ACCORD de coopération entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses ( <i>Mon. 20 avril 2016</i> ) . . . . .	868

## PARTIE VIII - PSYCHOLOGUES

8 novembre 1993. – LOI protégeant le titre de psychologue ( <i>Mon. 31 mai 1994</i> ) . . . . .	875
21 mai 1996. – ARRÊTÉ ROYAL réglant l'agrément des fédérations nationales professionnelles de psychologues et la représentation, auprès de la Commission des psychologues, des fédérations agréées ( <i>Mon. 6 juin 1996</i> ) . . . . .	878
2 avril 2014. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les règles de déontologie du psychologue ( <i>Mon. 16 mai 2014</i> ) . . . . .	879